

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CANTON DE FRIBOURG

VERWALTUNGSGERICHT DES KANTONS FREIBURG



R A P P O R T

**sur l'activité du Tribunal administratif et
sur l'état général de la juridiction administrative
pour l'année 2005**

B E R I C H T

**über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und
über den Stand der Verwaltungsjustiz
im Jahr 2005**

AU GRAND CONSEIL DU CANTON DE FRIBOURG

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 65 de la Constitution cantonale et 4 de la loi d'organisation du Tribunal administratif du 24 avril 1990, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'activité du Tribunal administratif et sur l'état général de la juridiction administrative dans le canton pour l'année 2005.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.

Givisiez, le 17 février 2006

Le Greffier-chef:

Jean-Benoît Meuwly

La Présidente:

Marianne Jungo

Le rapport d'activité est également publié sur le site Internet du Tribunal administratif :
www.fr.ch/tad.

AN DEN GROSSEN RAT DES KANTONS FREIBURG

*Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte*

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Artikel 65 der Kantonsverfassung und Artikel 4 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts vom 24. April 1990 den Bericht über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und über den Stand der Verwaltungsjustiz im Kanton im Jahr 2005 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Givisiez, 17. Februar 2006

Der Chefgerichtsschreiber:

Jean-Benoît Meuwly

Die Präsidentin:

Marianne Jungo

*Der Tätigkeitsbericht ist auch auf der Internet-Site des Verwaltungsgerichts veröffentlicht:
www.fr.ch/tad/de.*

PARTIE GÉNÉRALE
ALLGEMEINER TEIL

I. PERSONNEL

A. Juges

Dans le rapport d'activité 2002, il avait été annoncé que les président(e)s des Cours administratives générales occuperaient cette fonction pendant deux ans. Depuis le 1^{er} janvier 2004, la I^{ère} Cour administrative est présidée par la juge *Marianne Jungo*, la II^e Cour par le juge *Christian Pfammatter* et la III^e Cour par le juge *Michel Wuilleret*.

Marianne Jungo et *Gabrielle Multone* ont été désignées membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye, celle-ci étant composée en outre de deux représentant(e)s du Tribunal administratif du canton de Vaud.

En remplacement de Me Anna Giovannini, assessseure à la Cour des assurances sociales depuis 1992, le Grand Conseil a élu *Sandrine Schaller*, avocate à Bulle et Fribourg, pour une période de 5 ans à partir du 13 octobre 2005.

Ursula Schneider Schüttel, avocate à Morat, a pour sa part été élue en qualité de juge suppléante au TA par le Grand Conseil pour une période de 5 ans à partir du 14 mai 2005, en remplacement de Me Alain Ribordy.

B. Greffe

Libérée de tout engagement envers le Tribunal administratif du 1^{er} avril 2004 au 31 mars 2005 afin de lui permettre de se mettre à disposition du Tribunal cantonal de Neuchâtel comme Juge suppléante extraordinaire, *Anne-Sophie Peyraud* a retrouvé son poste de greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales dès le 1^{er} avril 2005. Sa remplaçante pour une année, *Maude Favarger*, a quitté le TA le 30 avril 2005.

Johannes Frölicher, également greffier-rapporteur à mi-temps auprès de la Cour des assurances sociales, a été nommé Vice-président de la Commission fédérale de recours en matière de produits chimiques par le Conseil fédéral et, le 5 octobre 2005, élu Juge auprès du Tribunal administratif fédéral par l'Assemblée fédérale, avec effet au 1^{er} janvier 2007.

Sans compter le greffier-chef, les greffiers-rapporteurs totalisent 7 unités de poste, réparties entre 9 personnes.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, *Christian Meyer, Valérie Humbert, Isabelle Borgeat, Michaela Pulfer* et *Gilles Sciboz* ont accompli un stage de greffier/ère.

C. Secrétariat

Souhaitant centrer son activité professionnelle dans le secteur privé, *Manuëla Hain*, secrétaire à 40%, a donné sa démission pour le 31 mars 2005. Son poste, augmenté à 50% en fonction de la réduction d'activité de 10% de *Sylvie Rolle-Pittet* (diminution de 50% à 40%), a été attribué à *Rolande Déneraud Stuby* dès le 1^{er} avril 2005.

Sans compter la cheffe de bureau et les deux apprenties, les secrétaires totalisent 3 unités de poste, réparties entre 5 personnes.

II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

A. Remarques générales

A une cinquantaine de dossiers près, le nombre des *nouvelles affaires enregistrées* en 2005 auprès du Tribunal administratif (1189 unités) a été le même que celui de l'année précédente (1243 unités). La charge de travail est par conséquent restée globalement identique, même si la I^{ère} Cour administrative a connu un accroissement important de son contentieux (+32%), à l'instar de la Cour fiscale (+27%), cet accroissement étant compensé dans d'autres cours par une diminution aussi importante du nombre d'affaires à traiter (-27% pour la Cour des assurances sociales, -21% pour la II^e Cour administrative).

Au niveau de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 749 dossiers, ce qui représente le 38% des affaires enregistrées en 2005 (dossiers pendants et nouvelles affaires confondus) par le Tribunal administratif, en recul par rapport aux années précédentes (cf. les rapports d'activité des exercices antérieurs). La Cour fiscale totalise le 18% des enregistrements, la III^e Cour administrative le 17% et la I^e Cour administrative (y compris les mesures de contraintes) le 15%. Le solde de 12% revient à la II^e Cour administrative. Compte tenu de cette nouvelle répartition des affaires,

les greffiers-rapporteurs de la Cour des assurances sociales ont, dès le 4^e trimestre 2005, collaboré au règlement du contentieux des Cours générales.

Il est à relever que le *nombre d'affaires liquidées* par l'ensemble du Tribunal a très légèrement diminué (-5%) par rapport à 2004 (1196 dossiers contre 1259). Cette diminution s'explique notamment par la liquidation de vieilles affaires (souvent complexes), l'augmentation des arrêts de fond dans certaines Cours ainsi que l'ampleur et la difficulté de certains dossiers traités cette année. Le nombre d'affaires liquidées a toutefois été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a permis de stabiliser le nombre des dossiers en attente d'une décision à la fin de l'exercice.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours du Tribunal ressortent de la partie statistique du présent rapport.

B. I^{ère} Cour administrative

L'activité de la I^{ère} Cour administrative pour l'année 2005 n'amène pas de remarques particulières.

C. II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2005 n'amène pas de remarques particulières.

D. III^e Cour administrative

L'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2005, des nouvelles dispositions de la loi sur la circulation routière (LCR) a été largement commentée par la presse s'agissant de la conduite en état d'ébriété (art. 16c al. 1 let. b LCR). En revanche, il a été peu question des sanctions prévues de manière générale en cas d'infraction grave aux prescriptions sur la circulation routière au sens de l'art. 16c al. 1 let. a LCR. A cet égard, il n'est pas inutile de rappeler qu'un dépassement de la vitesse autorisée de 25 km/h ou plus à l'intérieur d'une localité, de 30 km/h ou plus hors localités et de 35 km/h ou plus sur autoroutes est considéré comme une faute grave selon la jurisprudence du Tribunal fédéral. En d'autres termes, dans ces cas, le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire est retiré pour trois mois au minimum (art. 16c al. 2 let. a LCR).

En cas de récidive, la durée de la mesure de retrait est sensiblement augmentée suivant les antécédents (six mois, douze mois, durée indéterminée, voire définitivement).

E. Cour fiscale

L'accroissement du nombre de nouveaux dossiers et de l'écart entre les dossiers enregistrés et les dossiers liquidés est dû en grande partie au nouveau système d'inscription des affaires, mis en place depuis la fin de l'année 2004 et dont l'introduction a fait l'objet d'explications dans le précédent rapport d'activité (voir le chiffre II. E). Contrairement à ce que pourrait laisser supposer cette augmentation, la Cour n'a pas enregistré de retard. La plupart des affaires en suspens sont en effet récentes (dossiers enregistrés depuis moins d'une année). La Cour peut ainsi continuer à traiter dans de bonnes conditions les affaires qui lui sont dévolues.

F. Cour des assurances sociales

Cette année 2005 marque la troisième année d'application de la nouvelle loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales dont la principale innovation a été l'introduction de la voie préalable de l'opposition dans toutes les branches, à l'exception de la prévoyance professionnelle et de certains domaines de l'assurance-maladie.

Force est ainsi de constater, après ces trois ans d'application, que l'impact de cette nouveauté a été très important puisqu'il a diminué dans une large proportion le nombre d'entrées des nouvelles affaires en libérant la cour des causes susceptibles de trouver rapidement une solution entre parties.

Il lui laisse par contre celles plus conséquentes exigeant pratiquement toujours de sa part une décision de fond.

Le contentieux le plus lourd actuellement est celui de l'assurance-invalidité, suivi de près de celui de l'assurance-chômage.

Celui de l'assurance-maladie, après avoir explosé en raison des difficultés liées au paiement par les communes de résidence des primes minimales obligatoires de leurs ressortissants indigents, continue de lui soumettre régulièrement des litiges ayant trait à la prise en charge des

hospitalisations extra-cantoniales. Dans ces domaines, la procédure d'opposition n'existe pas.

Ces trois années, malgré l'augmentation de 2004, ont ainsi permis à la Cour de résorber les retards massifs engendrés par l'avalanche des années précédentes et, surtout, de ne plus impliquer les juges professionnels et les greffiers-rapporteurs des autres cours, lesquels ont pu au même moment se consacrer pleinement à leur fonction première.

G. Statistiques

En ce qui concerne le nombre d'affaires liquidées et le mode de liquidation, nous vous prions de vous référer à la partie statistique du présent rapport.

III. ACTIVITE SCIENTIFIQUE

Hugo Casanova a continué de rapporter pour les "Archives de droit fiscal suisse" les développements jurisprudentiels fédéraux portant sur les contributions cantonales. Son analyse annuelle a paru au volume 74 de cette revue (juillet/août 2005, p. 61 ss) sous le titre: "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2003 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)".

En marge de la publication dans la RFJ d'un arrêt rendu le 27 avril 2005 par la III^e Cour du TA, *Joseph Hayoz* a pour sa part publié quelques réflexions sur l'assistance judiciaire gratuite: "Unentgeltliche Rechtspflege - Anmerkungen des Instruktionsrichters zum Urteil des III. Verwaltungsgerichtshofs vom 27. April 2005" (RFJ 2005/2 p. 188 ss).

Dans le cadre du Certificat postgrade de formation continue en développement durable organisé par la Faculté de droit de l'Université de Genève, Michel Wuilleret été invité à présenter le 12 janvier 2005 des exemples de jurisprudence suisse concernant certains aspects du droit de l'environnement.

En ses qualités de membre du Comité de projet 2 (CoPro CST-OJ2) chargé de la réunion du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif et de correspondant fribourgeois pour la nouvelle revue "Justice – Justiz – Giustizia", Organe officiel de publication de l'Association Suisse des Magistrats de l'ordre judiciaire (www.richterzeitung.ch),

Jean-Benoît Meuwly a publié une contribution sur "Le pouvoir judiciaire fribourgeois à l'orée de changements institutionnels importants. Présentation des projets en cours" (Justice – Justiz – Giustizia 2005).

Invité à participer à la formation des avocats-stagiaires organisée par l'Ordre des Avocats, *Christian Pfammatter* a donné une conférence sur la "procédure de recours administrative".

IV. DIVERS

Le Tribunal administratif s'est réuni en séance plénière à plusieurs reprises pour répondre à des consultations relatives à des projets de lois, pour traiter des questions de personnel et diverses autres affaires.

Il a participé à la mise en oeuvre de la Constitution cantonale, s'agissant des projets de réunification du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif et de création du Conseil de la magistrature. La Juge *Marianne Jungo*, Présidente pour 2005, a assuré la présidence du Comité de projet 2 (CoPro CST-OJ2) chargé de la réunion des deux tribunaux cantonaux, tandis que son collègue *Christian Pfammatter* a dirigé les travaux du Comité de projet 1 (CoPro CST-OJ1) sur le Conseil de la magistrature et l'élection des juges. Tous deux ont été associés aux travaux du Comité de pilotage, qui assure la direction supérieure et la coordination de ces projets. *Jean-Benoît Meuwly*, greffier-chef, a également pris part aux travaux de fusion au sein du Comité de projet 2.

Christian Pfammatter a encore participé aux travaux de révision totale de la LATeC en qualité de membre du Comité de pilotage de ce projet.

Michel Wuilleret a, en octobre 2005, accepté d'instruire, en qualité de juge d'instruction spécial, la plainte pénale déposée pour menaces par un membre ou sympathisant "d'Appel au Peuple".

Le Tribunal administratif et le Conseil d'Etat, réunis en Collège électoral, ont procédé à l'élection d'un assesseur auprès de la Commission d'expropriation.

Formation continue

Les juges et les collaboratrices et collaborateurs du Tribunal administratif ont suivi différents séminaires et cours.

Collaborations

Dans le cadre des échanges que le Tribunal administratif entretient avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, les greffier(e)s-rapporteur(e)s de la Cour des assurances sociales ont organisé avec Mme la Prof. Bettina Kahil-Wolff un séminaire intensif en assurance-accidents, qui s'est tenu le 10 mai 2005 au Tribunal administratif.

Informatique

La présence du Tribunal administratif sur le réseau Internet avec un site bilingue (www.fr.ch/tad) lui permet de mettre très rapidement à la disposition du public des décisions revêtant un intérêt public prépondérant ainsi que des communiqués relatifs à son activité et d'assurer l'information des médias. Les arrêts publiés sont disponibles sous les formats "word" et "pdf".

I. PERSONELLES

A. Richterinnen und Richter

Im Bericht über die Tätigkeit im Jahre 2002 wurde angekündigt, dass die Präsidenten und Präsidentinnen der allgemeinen Gerichtshöfe inskünftig ihr Amt während zwei Jahren bekleiden. Seit dem 1. Januar 2004 werden der I. Gerichtshof von Verwaltungsrichterin *Marianne Jungo*, der II. Hof von Verwaltungsrichter *Christian Pfammatter* und der III. Hof von Verwaltungsrichter *Michel Wuilleret* präsidiert.

Marianne Jungo und *Gabrielle Multone* wurden als Mitglieder in die Rekurskommission des Interkantonalen Gymnasiums der Broye berufen. Dieser gehören ebenfalls zwei Mitglieder des Verwaltungsgerichts des Kantons Waadt an.

Der Grosse Rat hat *Sandrine Schaller*, Rechtsanwältin in Bulle und Freiburg, für eine Periode von fünf Jahren (ab 13. Oktober 2005) als Ersatz für *Anna Giovannini*, Rechtsanwältin, gewählt, welche dem Sozialversicherungsgerichtshof als Beisitzerin seit 1992 angehörte.

Ursula Schneider Schüttel, Rechtsanwältin in Murten, wurde vom Grossen Rat ihrerseits als Ersatzrichterin des Verwaltungsgerichts für eine Periode von fünf Jahren (ab 14. Mai 2005) gewählt. Sie ersetzt Rechtsanwalt *Alain Ribordy*.

B. Gerichtsschreiberei

Anne-Sophie Peyraud wurde für die Dauer vom 1. April 2004 bis 31. März 2005 von sämtlichen Verpflichtungen gegenüber dem Verwaltungsgericht freigestellt, um ihr die Annahme der Stelle als ausserordentliche Ersatzrichterin am Kantonsgericht Neuenburg zu ermöglichen. Sie hat am 1. April 2005 ihre ehemalige Stelle als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof wieder angetreten. Ihre Stellvertreterin *Maude Favarger* hat das Verwaltungsgericht per 30. April 2005 verlassen.

Johannes Frölicher, ebenfalls Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof (50%), wurde vom Bundesrat zum Vizepräsidenten der Eidgenössischen Rekurskommission für chemische Produkte ernannt. In der Folge hat ihn am 5. Oktober 2005 die

Bundesversammlung mit Wirkung ab 1. Januar 2007 als Richter des Eidgenössischen Verwaltungsgerichts gewählt.

Die Gerichtsschreiber-Berichterstatter (ohne Chef-Gerichtsschreiber) kommen auf insgesamt 7 Stelleneinheiten, aufgeteilt auf neun Personen.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin und zum Rechtsanwalt haben *Christian Meyer, Valérie Humbert, Isabelle Borgeat, Michaela Pulfer* und *Gilles Sciboz* ein Gerichtspraktikum absolviert.

C. Sekretariat

Manuëla Hain, Sekretärin zu 40%, hat auf den 31. März 2005 demissioniert, um sich vermehrt einer beruflichen Tätigkeit im privaten Sektor zu widmen. Ihre Stelle, die aufgrund einer Reduktion der Aktivität von *Sylvie Rolle-Pittet* (von 50% auf 40%) auf eine 50%-Stelle hat erhöht werden können, wurde in der Folge ab 1. April 2005 mit *Rolande Déneraud Stuby* besetzt.

Das Sekretariat (ohne Bürochefin und Lehrlinge) kommt auf insgesamt 3 Stelleneinheiten, aufgeteilt auf 5 Personen.

II. GERICHTSTÄTIGKEIT

A. Allgemeine Bemerkungen

Die Anzahl der neuen, beim Verwaltungsgericht im Jahr 2005 eingetragenen Angelegenheiten (1189 Einträge) ist im Vergleich zum Vorjahr (1243 Einträge) fast gleich geblieben (Abnahme von 54 Angelegenheiten). Auch wenn der I. Verwaltungs- sowie der Steuergerichtshof beträchtliche Zunahmen verzeichneten (+32% bzw. +27%), ist die Arbeitslast insgesamt identisch geblieben, da bei anderen Gerichtshöfen Rückgänge in entsprechendem Umfang zu verzeichnen waren (-27% beim Sozialversicherungsgerichtshof; -21% beim II. Verwaltungsgerichtshof).

Der Sozialversicherungsgerichtshof kommt im Berichtsjahr auf insgesamt 749 Angelegenheiten (Neueinträge sowie hängige

Angelegenheiten), was 38% der Gesamtlast des Verwaltungsgerichts entspricht. Diese ist im Vergleich zu den Vorjahren rückläufig (vgl. die Tätigkeitsberichte der Vorjahre). Der Steuergerichtshof kommt auf insgesamt 18% sämtlicher Einträge, der III. Verwaltungsgerichtshof auf 17% und der I. Verwaltungsgerichtshof (inklusive Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts) auf 15%. Die restlichen Einträge (12%) fallen auf den II. Verwaltungsgerichtshof. Aufgrund dieser Verteilung der Einträge wurden die Gerichtsschreiber-Berichtersteller des Sozialversicherungsgerichtshofes seit dem 4. Trimester 2005 auch zur Erledigung von Dossiers der allgemeinen Verwaltungsgerichtshöfe beigezogen.

Die Anzahl der Erledigungen durch das gesamte Verwaltungsgericht (1196 Dossiers) hat im Vergleich zum Vorjahr 2004 (1259 Dossiers) leicht abgenommen (-5%). Diese Abnahme ist insbesondere auf die Erledigung älterer Angelegenheiten (regelmässig komplex), die Zunahme der Erledigungen durch materielle Entscheide bei einzelnen Gerichtshöfen sowie den Umfang und Komplexität einzelner im Berichtsjahr erledigter Angelegenheiten zurückzuführen. Die Erledigungen haben im Berichtsjahr die Neueinträge dennoch übertroffen, so dass die Anzahl der hängigen Angelegenheiten auf dem gleichen Niveau stabil blieb.

Weitere detaillierte Angaben über die Tätigkeit der einzelnen Höfe des Gerichts sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

B. I. Verwaltungsgerichtshof

Die Aktivität des I. Verwaltungsgerichtshofs im Berichtsjahr 2005 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

C. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Aktivität des II. Verwaltungsgerichtshofs im Berichtsjahr 2005 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

D. III. Verwaltungsgerichtshof

Die neue Bestimmung des Strassenverkehrsgesetzes (SVG) betreffend das Fahren in angetrunkenem Zustand (Art. 16c Abs. 1 lit. b SVG), in Kraft seit 1. Januar 2005, wurde in der Presse umfassend kommentiert.

Demgegenüber wurde über die Sanktionen bei grober Verletzung von Verkehrsregeln im Sinne von Art. 16c Abs. 1 lit. a SVG wenig gesprochen. In diesem Zusammenhang ist daran zu erinnern, dass gemäss Rechtsprechung des Bundesgerichts eine grobe Verkehrsregelverletzung begeht, wer innerorts die Höchstgeschwindigkeit mit 25 km/h oder mehr, ausserorts mit 30 km/h oder mehr und auf der Autobahn mit 35 km/h oder mehr überschreitet. Mit anderen Worten ist in diesen Fällen der Lernfahr- oder Führerausweis für mindestens drei Monate zu entziehen (Art. 16c Abs. 2 lit. a SVG). Bei wiederholten Zuwiderhandlungen ist die Dauer des Entzugs entsprechend den früheren Verkehrsregelverletzungen erheblich zu erhöhen (sechs Monate, zwölf Monate, für unbestimmte Zeit, oder gar für immer).

E. Steuergerichtshof

Die Zunahme der neuen Fälle sowie des Unterschiedes zwischen den eingetragenen und den erledigten Angelegenheiten ist hauptsächlich auf das neue System der Beschwerdeinträge, welches Ende 2004 eingeführt und bereits im letztjährigen Bericht (Ziff. II. E) erläutert wurde, zurückzuführen. Entgegen dem Eindruck, der aufgrund der vorliegenden Zahlen entstehen könnte, ist der Steuergerichtshof nicht in Rückstand geraten. Die meisten noch hängigen Beschwerden sind seit weniger als einem Jahr eingereicht worden. Der Steuergerichtshof kann seine Aufgaben weiterhin unter guten Bedingungen erfüllen.

F. Sozialversicherungsgerichtshof

Am 1. Januar 2003 ist das Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts in Kraft getreten. Dieses Gesetz sieht als wichtigste Neuerung vor, dass – mit Ausnahme der beruflichen Vorsorge und einzelner Bereiche der Krankenversicherung – in sämtlichen sozialversicherungsrechtlichen Verfahren bei der verfügenden Stelle ein Einspracheverfahren zu durchlaufen ist.

Nach dreijähriger Anwendung dieses Gesetzes kann festgestellt werden, dass die Einführung des oben erwähnten Einspracheverfahrens erhebliche Auswirkungen hatte. Die Anzahl der Neueinträge haben stark abgenommen. So wurde der Gerichtshof von Angelegenheiten, die ohne weiteres im Einspracheverfahren einer raschen Lösung haben zugeführt werden können, befreit.

Demgegenüber verbleiben die komplexen Angelegenheiten dem Gerichtshof. Diese verlangen fast ausschliesslich eine Beurteilung mittels materiellem Entscheid.

Die Mehrzahl der Beschwerdeverfahren betrafen im Berichtsjahr die Invalidenversicherung, unmittelbar gefolgt von der Arbeitslosenversicherung.

Nach einer starken Zunahme der Angelegenheiten im Bereich der Krankenversicherung aufgrund der Streitfrage der Bezahlung der Krankenkassenprämien durch die Wohnsitzgemeinden im Falle von säumigen Versicherten sind weiterhin regelmässig Beschwerden betreffend die Finanzierung von ausserkantonalen Spitalaufenthalten zu behandeln. In beiden Bereichen existiert kein Einspracheverfahren.

Trotz einer temporären Zunahme der Neueinträge im Jahre 2004 konnte der Gerichtshof während den letzten drei Jahren die Anzahl der hängigen Angelegenheiten konsequent senken und die massiven Verzögerungen, die durch die Beschwerdeflut früherer Jahre verursacht wurden, abbauen. Somit war der Gerichtshof auch nicht mehr auf die Mitarbeit der übrigen Verwaltungsrichter und Gerichtsschreiber-Berichterstatter der anderen Höfe angewiesen. Diese konnten sich wieder ausschliesslich den Angelegenheiten ihrer Gerichtshöfe widmen.

G. Statistiken

Aufschluss über Art und Anzahl der beurteilten Fälle gibt der statistische Teil dieses Berichts, auf den verwiesen wird.

III. Wissenschaftliche Tätigkeiten

Hugo Casanova hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts zusammengefasst und gewürdigt. Der entsprechende Beitrag erschien unter dem Titel "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2003 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)" im Band 74 (Juli/August 2005), S. 61 ff. der Zeitschrift "Archiv für schweizerisches Abgaberecht".

Im Zusammenhang mit der Publikation eines Entscheides des III. Verwaltungsgerichtshofs vom 27. April 2005 in der FZR hat

Joseph Hayoz einen Beitrag über die unentgeltliche Rechtspflege publiziert: "*Unentgeltliche Rechtspflege - Anmerkungen des Instruktionsrichters zum Urteil des III. Verwaltungsgerichtshofs vom 27. April 2005*" (FZR 2005/2 S. 188 ff.).

Im Rahmen des von der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Genf organisierten Nachdiplomstudiums betreffend eine nachhaltige Entwicklung wurde *Michel Wuilleret* eingeladen, am 12. Januar 2005 einen Vortrag über die schweizerische Rechtsprechung zu diesem Thema zu halten.

In seiner Funktion als Mitglied des Projektkomitees (CoPro CST-OJ2), welches beauftragt ist, das Kantons- und Verwaltungsgericht zu vereinigen, und als Freiburger-Korrespondent der neuen Zeitschrift "Justice – Justiz – Giustizia" (offizielles Publikationsorgan der Angehörigen der Judikativen (www.richterzeitung.ch), hat *Jean-Benoît Meuwly* einen Beitrag über "*Le pouvoir judiciaire fribourgeois à l'orée de changements institutionnels importants. Présentation des projets en cours*" (*Justice – Justiz – Giustizia* 2005) publiziert.

Christian Pfammatter wurde im Rahmen der Ausbildung der Rechtsanwaltspraktikanten, welche vom Anwaltsverband organisiert wurde, eingeladen, einen Vortrag über das verwaltungsrechtliche Beschwerdeverfahren zu halten.

IV. WEITERES

Das Verwaltungsgericht ist zu mehreren Sitzungen des Gesamtgerichts zusammengetreten, anlässlich welcher Vernehmlassungen zu Gesetzesentwürfen behandelt sowie Personalgeschäfte und andere allgemeine Angelegenheiten erledigt wurden.

Das Verwaltungsgericht hat an der Umsetzung der kantonalen Verfassung betreffend die Vereinigung des Kantons- und Verwaltungsgerichts sowie der Schaffung eines Justizrats mitgearbeitet. Verwaltungsrichterin *Marianne Jungo*, Präsidentin im Jahre 2005, hat als Präsidentin des Projektkomitees 2 (CoPro CST-OJ2) das Projekt über die Vereinigung des Kantons- und des Verwaltungsgerichts geleitet, währenddem die Arbeiten des Projektkomitees 1 (CoPro CST-OJ1) betreffend die Schaffung eines Justizrats und die Wahl der Richter unter der Leitung ihres Kollegen *Christian Pfammatter* standen. Beide

waren auch an den Arbeiten des Pilotkomitees beteiligt, welches die Oberleitung innehatte und die Koordination der beiden Projekte verfolgte. *Jean-Benoît Meuwly*, Chef-Gerichtsschreiber, nahm ebenfalls an den Arbeiten des Projektkomitees 2 betreffend die Vereinigung der kantonalen Gerichte teil.

Christian Pfammatter hat ebenfalls als Mitglied des Pilotkomitees an der Totalrevision des Raumplanungs- und Baugesetzes (RPBG) mitgearbeitet.

Michel Wuilleret hat im Oktober 2005 akzeptiert, in der Funktion als besonderer Untersuchungsrichter, die von einem Mitglied oder Sympathisanten des "Appel au Peuple" eingereichte Strafklage wegen Bedrohung zu instruieren.

Als Wahlkollegium vereinigt haben das Verwaltungsgericht und der Staatsrat einen Beisitzer der Enteignungskommission gewählt.

Weiterbildung

Die Richter und die Mitarbeiter/innen des Verwaltungsgerichts haben verschiedene Seminare und Kurse besucht.

Zusammenarbeit

Im Rahmen der Austausch mit der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg haben die Gerichtsschreiber-Berichterstatter des Sozialversicherungsgerichtshofs mit Prof. Bettina Kahil-Wolff ein Intensivseminar im Unfallversicherungsrecht organisiert, welches am 10. Mai 2005 am Verwaltungsgericht stattfand.

Informatik

Dank einer zweisprachigen Internet-Site (www.fr.ch/tad/de) kann das Verwaltungsgericht sehr schnell die Öffentlichkeit über Entscheide informieren, die ein besonderes öffentliches Interesse aufweisen, und Pressemitteilungen über die eigene Tätigkeit veröffentlichen. Die Information der Medien ist somit gewährleistet. Die publizierten Entscheide sind unter dem Format "word" und "pdf" abrufbar.

Annexe / Anhang

**Composition du Tribunal administratif
et de ses cours pour l'année 2005**

**Zusammensetzung des Verwaltungsgerichts
und seiner Gerichtshöfe im Jahr 2005**

Présidente/*Präsidentin*: Marianne Jungo
Vice-président/*Vizepräsident*: Armand Bloch

I^{ère} Cour administrative - I. *Verwaltungsgerichtshof*

Présidente/*Präsidentin*: Marianne Jungo
Membres/*Mitglieder*: Christian Pfammatter, Gabrielle
Multone, Josef Hayoz (für
deutschsprachige Angelegenheiten)

II^e Cour administrative - II. *Verwaltungsgerichtshof*

Président/*Präsident*: Christian Pfammatter
Membres/*Mitglieder*: Josef Hayoz, Michel Wuilleret

III^e Cour administrative - III. *Verwaltungsgerichtshof*

Président/*Präsident*: Michel Wuilleret
Membres/*Mitglieder*: Gabrielle Multone, Marianne Jungo,
Josef Hayoz (für deutschsprachige
Angelegenheiten)

Cour fiscale - *Steuergesichtshof*

Président/*Präsident*: Hugo Casanova
Assesseurs/*Beisitzer/in*: Berthold Buchs, Michael Hank,
Geneviève Jenny, Albert Nussbaumer

Cour des assurances sociales - *Sozialversicherungsgesichtshof*

Président/*Präsident*: Armand Bloch
Assesseurs/*Beisitzer/in*: Anna Giovannini (jusqu'au 12.10.05),
Bruno Kaufmann
Sandrine Schaller (depuis le 13.10.05)

Informations plus détaillées / *Weitere Informationen* : www.fr.ch/tad

